

Fiche technique

Date de création	28/05/2021
Actif net (en millions €)	33,6
Devise de cotation	Euro
Affectation des résultats	Capitalisation
Valorisation	Hebdomadaire
Durée de placement recommandée	Sup. à 4 ans
Droits d'entrée maximum	1,00%
Commission de rachat	Néant
Frais de gestion maximum	1,794% TTC
Heure limite de souscription	vendredi à 9h
Valeur liquidative au 27/02/2026	109,58 €
ISIN	FR0014002ZC3

Allocation d'Actifs

Actions	40,60%
Obligations	33,50%
Placements alternatifs	16,70%
Monétaires et liquidités	9,20%
Matières premières	0%

Allocation de la poche obligataire

Souverains	0,0%
Investment Grade	22,7%
High Yield	7,8%
Emergent	3,1%

Allocation géographique de la poche obligataire

Etats-Unis	12,8%
Europe (incl. UK)	21,8%
Marchés émergents	2,0%
Suisse	3,9%
Chine	0,0%
Japon	0,0%

Allocation devises

EUR	93,8%
USD	6,2%
CHF	0,0%
GBP	0,0%

Politique d'investissement

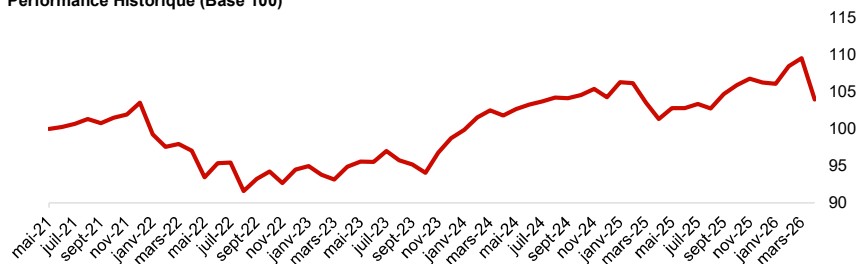
Le FIA Bordier Global Balanced a pour objectif d'offrir une performance nette de frais liée à l'évolution des marchés actions et taux, sur la durée de placement recommandée. Cette forme de stratégie de gestion ne requiert pas d'indicateur de référence. Toutefois, la performance du FIA pourra être rapprochée de celle du : CNO-TEC 10 + 2%. Afin de réaliser l'objectif de gestion, le gérant utilise de façon discrétionnaire une gestion dynamique et flexible en instruments financiers directement (obligations et autres titres de créance, obligations convertibles, actions et titres assimilés, etc) ou via des OPCVM et FIA.

Performances	1 mois	YTD	Volatilité 1Y
Bordier Global Balanced	-5,08%	-1,98%	6,55%
Niveau actuel du benchmark (CNO-TEC 10 + 2%)		5,69%	

Profil de risque

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Performance Historique (Base 100)



Allocation sectorielle de la poche actions

Technologies de l'information	11,6%
Finance	9,6%
Consommation discrétionnaire	9,0%
Soins de santé	7,6%
Industrie	30,5%
Services de communication	9,7%
Consommation de base	2,0%
Matériaux	14,2%
Energie	0,7%
Immobilier	0,1%
Services aux collectivités	5,1%

Commentaire de gestion

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les marchés financiers subissent depuis cinq semaines une perturbation de type « cygne noir » dont l'issue paraît encore pour le moins incertaine, créée par le conflit au Moyen-Orient. Pour mesurer l'amplitude d'un événement qui dégrade le fonctionnement de l'économie mondiale après l'envolée des prix du pétrole et du gaz, passons en revue l'évolution des principaux indices boursiers au 31 mars 2026.

Au sein des grands pays industrialisés, le continent européen a réagi avec beaucoup de nervosité. L'indice large Stoxx 600, qui englobe les 600 plus grosses capitalisations boursières de la région (Suisse et Royaume-Unis inclus), a reculé de 8% sur le mois. En revanche, la baisse est restée contenue sur le trimestre (-1,5%).

Aux Etats-Unis, le S&P 500 et le Nasdaq ont résisté légèrement mieux que l'Europe en perdant tous les deux 5% sur le mois. La hausse du prix de l'énergie est toxique pour le moral (et le portefeuille) du consommateur mais ses effets sont beaucoup plus diffus sur l'ensemble de l'économie américaine. Cependant, les deux grands indices ont perdu respectivement 4,6% et 6% depuis le début de l'année. Ceci reflète le dégonflement sensible de la valorisation boursière des géants du secteur technologique depuis l'automne dernier, dont on sait le poids prépondérant (environ 30%) dans les deux indices.

L'indice global des actions des marchés émergents a subi le plus fort recul sur le mois (-13%), cristallisant le niveau élevé de dépendance de ces économies à la variation du prix de l'énergie. Le cumul des gains des deux premiers mois de l'année lui a toutefois permis d'afficher une performance trimestrielle proche de zéro.

L'indice MSCI Monde achève ainsi le premier trimestre 2026 sur une performance négative de 3% (en euros).

Pour compléter cet état des lieux, le prix du baril de pétrole (on utilisera ici le Brent), devenu la jauge ultime du degré d'incertitude géopolitique, est en hausse aussi violente que rapide de 41% sur le mois et de 70% depuis le 1er janvier.

A l'exception notable du prix du baril, les marchés d'actions ont certes réagi négativement aux frappes américaines et israéliennes en Iran mais n'ont pas pour autant cédé à un brutal mouvement de panique tels que ceux que nous avons connus en 2020 (épisode Covid) ou plus proche de nous au printemps 2025 (relèvement historique des droits de douane par D. Trump).

Dans ce contexte, notre allocation d'actifs est demeurée inchangée depuis le déclenchement des hostilités.

Notre scénario central repose sur la conviction que la période de haute intensité militaire devrait demeurer relativement circonscrite dans sa temporalité. C'est l'intérêt bien compris de Donald Trump, de l'Iran et de ses voisins du Golfe persique mais aussi de la Chine, qui importe massivement le pétrole extrait au Moyen-Orient.

La communauté internationale dans son ensemble partage cet objectif car seule une interruption limitée dans le temps de l'accès au détroit d'Ormuz permettra de réduire pour l'ensemble du monde l'impact négatif de la hausse des prix du pétrole sur le niveau de l'inflation et partant le potentiel de croissance.

La difficulté en tant qu'investisseur est qu'il est totalement impossible d'apprécier rationnellement les modalités d'une sortie de crise. Les marchés ont désormais intégré l'imprévisibilité du président américain mais sa communication demeure indéchiffrable.

Le site d'information en ligne américain Axios a décompté qu'il a annoncé à 12 reprises la fin du conflit au cours des 30 derniers jours.

De quoi brouiller la compréhension de sa stratégie et laisser douter de sa volonté d'aboutir. Il doit bien sûr composer avec le régime iranien, dont la capacité de nuisance semble plus élevée qu'il ne l'avait peut-être envisagé.

Les espoirs d'apaisement semblent néanmoins chaque jour de plus en plus probables, mais le prolongement du conflit ne peut pas non plus être totalement écarté.

C'est pourquoi, face au manque total de visibilité, nous pensons qu'il est plus opportun de faire supporter aux portefeuilles un risque baissier -il ne s'agit au demeurant que d'un risque potentiel en l'absence d'allègement. Décider d'abaisser l'exposition aux actions nous exposerait en revanche à devoir constater une perte nette sachant que le dénouement de la crise peut intervenir à tout moment.

Les occurrences récentes de 2020 et 2025 nous rappellent combien les marchés d'actions recèlent une faculté de rebond violent de nature à inverser en quelques séances de bourse l'inconfort actuel.

Il est tentant à ce stade de rappeler la relation étroite qu'entretient l'actuel président américain avec Wall Street. On l'a vu en 2025 quand il n'a pas hésité à mettre sur pause des annonces protectionnistes formulées avec grand fracas un peu plus tôt à mesure que la baisse des indices devenait insoutenable.

La tolérance toute relative des marchés financiers à un niveau trop élevé de correction constituera cette fois encore selon nous une solide force de rappel.

Une autre approche est d'envisager le calendrier de sortie du conflit en ayant en perspective la proximité des échéances électorales aux Etats-Unis, qui se dérouleront en novembre prochain. Après avoir vertement critiqué les échecs de son prédécesseur, on imagine assez mal Donald Trump prendre le risque politique coûteux de présenter un bilan terni par une inflation en hausse, un marché de l'emploi en difficulté et une croissance en berne.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous considérons qu'une large diversification géographique et sectorielle de l'allocation est la réponse la plus adaptée. La majorité des actifs bénéficiera d'une réduction du risque géopolitique et du retour du baril à un prix raisonnable : en premier lieu les actions, mais aussi les obligations, si le risque d'inflation s'éloigne et que les hypothèses de baisse des taux redeviennent un scénario crédible.